

Rue89 Lyon 20150414

par Laurent Burlet

Après l'expulsion du plus grand squat de Lyon, les catholiques à la manœuvre

[Mis à jour] Mardi matin, le plus gros squat de Lyon a été expulsé par la police, boulevard Yves Farge (à Gerland, Lyon 7e). Depuis un an et demi, cet ancien bâtiment de la gendarmerie servait d'hébergement précaire à près de 200 personnes, en majorité albanaises. Aucune solution de relogement n'a été proposée.

A l'initiative de catholiques, une centaine de personnes ont été conduites dans une salle hors-sac qui sert d'abri aux pèlerins sur l'esplanade de la basilique de Fourvière. Elles y ont passé la nuit.

Depuis ce mercredi, 140 personnes sont hébergées provisoirement dans le gymnase de l'établissement d'enseignement catholique des Maristes, toujours à Fourvière. Elles devraient pouvoir y rester jusqu'à lundi matin.

C'est le deuxième squat lyonnais expulsé en moins d'une semaine. Les associations qui soutiennent les migrants redoutent d'autres évacuations sans relogement dans les prochains jours.



L'entrée du squat du boulevard Yves Farge ce mardi matin, quelques heures après le début de l'expulsion.
©LB/Rue89Lyon

Les réseaux cathos mobilisés

Mardi matin, une dizaine de militants associatifs ou simples « citoyens solidaires » étaient présents boulevard Yves Farge pour soutenir les personnes qui se faisaient expulser. Parmi ceux-ci une poignée de militants de la « coordination urgence migrants ».

Cette « coordination » fondé notamment par Bruno-Marie Duffé, vicaire épiscopal « Famille, Santé, Société » du diocèse de Lyon agrège des individus et des organisations catholiques (comme le Secours catholique) et protestantes mais aussi non-confessionnelles (comme la Ligue des droits de l'Homme, RESF ou CLASSES).

Ces derniers jours, le père Bruno-Marie Duffé s'était inquiété des prochaines évacuations de camps de Roms à Lyon dans un communiqué du 3 avril, repris par le journal La Croix.

« Nous tenons à exprimer notre très vive inquiétude sur les conséquences de ces actions, en l'absence de toute perspective politique et sociale, nationale ou européenne, en matière de protection des droits fondamentaux des migrants. (...) Ce sont des enfants parfois très jeunes, qui seront poussés plus loin. (...) Nous leur faisons comprendre, en leur interdisant de partager notre pays, qu'ils sont “de trop”. »

L'Abri des pèlerins de Fourvière investi

En milieu de matinée, ces militants de la « Coordination urgence migrants » ont décidé de tenter de mettre à l'abri les familles encore présentes sur place. Avec l'appui de l'archevêché de Lyon et la Fondation de Fourvière, ils ont eu l'accord pour accéder à l'Abri des pèlerins sur l'esplanade de la basilique de Fourvière, le temps de trouver une solution pour la nuit. En fin de matinée, avec leurs voitures les militants ont donc emmené les personnes depuis le trottoir de Gerland jusqu'à la colline de Fourvière.

Mais la journée avançant, aucune autre solution n'a été trouvée pour ce mardi soir.

Moralité, une centaine de personnes se sont entassées dans une salle hors-sac prévue pour soixante personnes, derrière le magasin de souvenirs et cartes postales.



L'Abri des pèlerins à Fourvière. ©LB/Rue89Lyon

La trentaine de Roms qui vivaient dans les cabanes au pied du squat n'ont pas pu accéder à la salle bondée.

C'est une action à la fois symbolique et humanitaire, comme l'exposait le pasteur du foyer protestant de la Duchère, Pierre-Olivier Dolino :

« On a cherché un lieu et un symbole. L'Abri de Fourvière représente une solution temporaire même si elle est très précaire. Les familles veulent une solution. Je ne crois pas qu'elles soient dans une démarche politique revendicative ».

Mardi soir, d'autres soutiens des familles regrettaien ce choix, et auraient préféré camper sur une place à la Guillotière en signe de protestation.

Les Albanais que nous avons rencontrés mettaient tous en avant l'urgence de trouver une solution comme Faik, 20 ans :

« Mes parents sont actuellement à l'hôpital. Ils vont sortir très prochainement. Je vais demander aux médecins de prolonger l'hospitalisation, le temps que je trouve quelque chose. J'ai appelé le Pôle famille mais ils me disent que c'est pour les femmes enceintes ou les enfants de moins d'un an ».



Le père Bruno-Marie Duffé, vicaire épiscopal « Famille, Santé, Société » du diocèse de Lyon. ©LB/Rue89Lyon

Un hébergement temporaire dans le gymnase des Maristes

Après une nuit à l'Abri des pèlerins, les quelque 140 personnes recensées sur l'esplanade de Fourvière ont pu accéder à un autre lieu : le gymnase de l'établissement catholique, les Maristes, situé en contre-bas du parc des Hauteurs, toujours à Fourvière.

Le père Bruno-Marie Duffé a tenté au préalable de solliciter la mairie de Lyon pour un gymnase municipal. Mais il a essuyé un refus.



Des personnes expulsées du squat Yves Farge devant le gymnase des Maristes où elles sont provisoirement hébergées. ©LB/Rue89Lyon

Les 140 personnes pourront y rester jusqu'à lundi matin. Dans des conditions encore très précaires puisqu'elles ne disposent d'aucun matelas et de très peu de couvertures ou duvets. La Croix-Rouge doit passer apporter des couvertures et de la nourriture.

Ce gymnase ne représente donc pas une solution pérenne d'hébergement.

Mardi soir, le cardinal Barbarin était venu à la rencontre des personnes qui tentaient de dormir à l'Abri des pèlerins. Comme le rapporte le Progrès, il avait réaffirmé que l'Église catholique « n'avait pas les moyens de les héberger ».

Est-ce la conséquence de ce soutien de l'évêque de Lyon à l'action de la « coordination urgence migrants » ? la position de la préfecture semblait s'assouplir ce mercredi.

Dans son communiqué délivré en fin de journée, le nouveau préfet du Rhône, Michel Delpuech écrit qu'il a demandé à ses services :

- « d'examiner tout particulièrement la situation sociale des personnes bénéficiant du statut de réfugié (trois personnes) »,
- de formuler des propositions d'hébergement aux demandeurs d'asile et d'accélérer l'instruction de leur dossier (20 personnes),
- d'accélérer également l'instruction des dossiers de demande de carte de séjour déposés pour étrangers malades (5 personnes) ».

En ce qui concerne les personnes en situation irrégulière, le préfet a demandé que soient étudiées les solutions permettant de reconduire dans leur pays celles ayant vocation à quitter le territoire national.

« Un sit-in place Bellecour »

Il y a un an, des catholiques emmenés par le père Paul-Marie Duffé avaient massivement tenté d'héberger des familles après l'expulsion de ce qui était le plus grand bidonville de l'agglomération lyonnaise, à Saint-Fons.

Quelques solutions avaient pu être trouvées dans des paroisses.

C'est notamment de cette première expérience qu'était née « la Coordination urgence migrants ».

Mais cette année, Bruno-Marie Duffé affirme qu'il n'y a plus de solutions au sein de l'Eglise catholique de Lyon.

« Quand le préfet Carenco a demandé cet hiver au cardinal Barbarin de trouver des lieux pour héberger des SDF, on a cherché partout et on a trouvé quelques chambres par ci, par là. Aujourd'hui il n'y a plus aucune solution ».

Ce prêtre en charge du social à l'évêché de Lyon ajoute que « ce n'est pas au religieux de prendre en charge les problèmes qui relèvent de l'Etat » :

« On veut bien se mettre autour d'une table avec la préfecture pour trouver des solutions.

Mais ce n'est pas à nous d'assumer l'hébergement. La préfecture pourrait notamment réquisitionner des locaux privés ou publics vacants ».

Dans le cas où la préfecture « expulse systématiquement » tous les bidonvilles sous le coup d'une mesure de justice, Bruno-Marie Duffé promet d'être davantage visible et revendicatif, dans la rue :

« Le jour où l'on va expulser Saint-Priest et Bron, on va être dans la rue car il n'y aura plus aucune solution. Et dans ce cas-là, on fera un sit-in place Bellecour. Par ce genre d'action, on veut montrer qu'on résiste et qu'on ne lâche pas même si on a conscience de la précarité des solutions ».

> Article actualisé le 15 avril à 9h avec les propos du cardinal Barbarin au Progrès.

> Mis à jour le 15 avril à 21h avec le communiqué de la préfecture et l'hébergement dans le gymnase des Maristes.

A la veille de la période hivernale, le précédent préfet, Jean-François Carenco, avait annoncé qu'il n'expulserait pas le plus gros squat de Lyon situé boulevard Yves Farge à Gerland car il était, en majorité, composé de demandeurs d'asile, qui ont, selon ses termes, un droit « très fort » au logement.

Le préfet du Rhône de l'époque reconnaissait qu'il « n'arrivait pas à les héberger » et avait donc décidé de ne pas évacuer le squat malgré une décision de justice de mai 2014 l'y autorisant.

Avec les beaux jours, le discours a changé. Selon un porte-parole de la préfecture du Rhône cité par l'AFP, la décision d'expulsion de l'immeuble « a été prise après la période hivernale ».

Un campement d'une quinzaine de baraquements, situé au dos du bâtiment, a également été expulsé. Il abritait une cinquantaine de Roms de Roumanie.

Dans un communiqué, la préfecture explique que le terrain appartient au Grand Lyon qui prévoit d'y construire des logement sociaux et une école. A 8 heures du matin, les forces de police ont dénombré 115 personnes dont 25 mineurs.

Les premiers occupants de l'immeuble étaient arrivés en novembre 2013 à la suite de l'évacuation du campement du pont Kitchener, sous l'autoroute A6.



Les cabanes détruites du petit bidonville de Roms derrière le squat. ©LB/Rue89Lyon

Les cathos mobilisés : ce n'est pas une première

Ce n'est pas la première fois que l'Église catholique tente de trouver un toit temporaire à des sans-abri. Le père Charre à Vaulx-en-Velin ou le curé de Saint-Polycarpe dans le 1er arrondissement de Lyon (qui était présent ce mardi) le font depuis plusieurs années.

En 2011, le curé de Gerland avait initié l'hébergement post-expulsion d'une soixantaine de Roms. Il a récidivé à plusieurs reprises.

Mardi matin, une dizaine de militants associatifs ou simples « citoyens solidaires » étaient présents boulevard Yves Farge pour soutenir les personnes qui se faisaient expulser.

Parmi ceux-ci une poignée de militants de la « coordination urgence migrants ».

Cette « coordination » fondé notamment par Bruno-Marie Duffé, vicaire épiscopal « Famille, Santé, Société » du diocèse de Lyon agrège des individus et des organisations catholiques (comme le Secours catholique) et protestantes mais aussi non-confessionnelles (comme la Ligue des droits de l'Homme, RESF ou CLASSES).

Ces derniers jours, le père Bruno-Marie Duffé s'était inquiété des prochaines évacuations de camps de Roms à Lyon dans un communiqué du 3 avril, repris par le journal La Croix.

« Nous tenons à exprimer notre très vive inquiétude sur les conséquences de ces actions, en l'absence de toute perspective politique et sociale, nationale ou européenne, en matière de protection des droits fondamentaux des migrants. (...) Ce sont des enfants parfois très jeunes, qui seront poussés plus loin. (...) Nous leur faisons comprendre, en leur interdisant de partager notre pays, qu'ils sont "de trop". »

Deux expulsions en cinq jours, d'autres dans les prochains jours ?

Vendredi, c'est un petit bidonville coincé au bord du Rhône, au bas du cours d'Herbouville (Lyon 4e) qui a été expulsé.

Arrivé avec les beaux jours à la tête de la préfecture du Rhône, le 1er avril, Michel Delpuech semble vouloir expulser tous les squats et bidonvilles sous le coup d'une décision de justice. Mais sans aucune proposition d'hébergement ou de prise en charge à l'hôtel.

D'autres expulsions devraient suivre car la liste des squats et campements concernés s'est allongée depuis cette automne :

- A Bron, 200 personnes vivent depuis août 2014 à la sortie du périph' à « la Boutasse ».
- A Vaulx-en-Velin, environ 250 personnes habitent impasse Jacquard depuis juin 2014.
- A Villeurbanne, environ 100 personnes ont élu domicile depuis plus de deux ans à la Feyssine.
- A Saint-Priest, les 70 personnes qui vivent derrière une tranchée de deux mètres de profondeur sont également expulsables immédiatement.

Des Albanais déboutés du droit d'asile »

Selon la préfecture citée par l'AFP, la majorité des habitants du boulevard Yves Farge sont des « Albanais déboutés du droit d'asile ». Dans un communiqué délivré ce mercredi soir, la préfecture précise la situation des 90 adultes recensés : « Trois personnes ont le statut de réfugié; 20 personnes ont déposé une demande d'asile en cours d'instruction; trois, bien qu'ayant bénéficié d'une aide au retour (300 euros) sont revenues sur le territoire français; deux ont intégré le squat alors qu'elles bénéficiaient d'un hébergement financé par l'État au titre de l'asile; 5 personnes ont déposé une demande de titre de séjour pour raison de santé; 62 personnes sont en situation irrégulière, 25 s'étaient déjà vu notifier une OQTF, 3 avaient bénéficié d'une aide au retour et 34 ne se sont jamais manifestées auprès des services de la préfecture. »

La préfecture avait précisé mardi que deux personnes sont « assignées à résidence » (même si elles sont sans domicile) et qu'une autre a été interpellée et conduite au centre de rétention administrative de Lyon Saint-Exupéry.